Trajectoires foncières de minorités ethniques au Vietnam

Frédéric Fortunel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8666>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8666

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 24 novembre 2008

Pagination : 103-114

Référence électronique

Frédéric Fortunel, « Trajectoires foncières de minorités ethniques au Vietnam », *Études rurales* [En ligne], 181 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8666> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8666

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_181&ID_ARTICLE=ETRU_181_0103

Trajectoires foncières de minorités ethniques au Vietnam

par Frédéric FORTUNEL

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2008/1 - 181

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713221767 | pages 103 à 114

Pour citer cet article :

— Fortunel F., Trajectoires foncières de minorités ethniques au Vietnam, Études rurales 2008/1, 181, p. 103-114.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

TRAJECTOIRES FONCIÈRES DE MINORITÉS ETHNIQUES AU VIETNAM

Frédéric Fortunel

DEPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 1990, l'insertion des plateaux méridionaux d'Asie du Sud-Est dans l'économie mondiale conduit à des tensions croissantes concernant la mise en valeur de ces territoires. De chaque côté des frontières communes au Laos, Cambodge et Vietnam, des conflits émergent, qui mettent en jeu des ethnies minoritaires soucieuses de préserver leur territoire, des compagnies privées ou semi-publiques souhaitant s'implanter dans cette région pour y développer certaines activités (mine, barrages hydroélectriques, exploitation du bois) et l'État, qui tire des intérêts politiques et économiques de l'exploitation de ces plateaux tout en renforçant l'arsenal législatif qui pèse sur ces terres.

Ces relations tripartites s'expriment différemment selon les contextes, locaux et nationaux. Au Cambodge, les conflits ont principalement trait à l'aliénation des terres de communautés villageoises par des agro-industriels [Colm 1997, 2000 ; Bourdier 2006 ; Lang 2007]. Au Sud-Laos, les tensions sont le fait des programmes de relocalisation des populations minoritaires que l'on doit à l'ins-

tallation de grands barrages hydroélectriques, par exemple [Khamin 2000 ; Fortunel 2007].

Dans la partie vietnamienne de ces plateaux, sur laquelle porte notre étude (carte p. 105), les conflits entre populations minoritaires, compagnies agricoles et État ont pris un tour particulièrement violent depuis le début des années 2000. En effet, depuis cette date et de manière récurrente (2001, 2004, 2006), des paysans issus de minorités ethniques réclament une plus grande liberté religieuse et un « retour des terres ancestrales ». Les réponses musclées des autorités à ces manifestations ont provoqué la fuite de plusieurs centaines de réfugiés vers les provinces cambodgiennes voisines. En 2005, après des négociations entre, d'une part, les organisations internationales et, d'autre part, le Cambodge et le Vietnam, la majeure partie des personnes concernées ont trouvé refuge dans des pays occidentaux (États-Unis, Canada et Finlande) tandis qu'une minorité, moins chancelante, a dû retourner au Vietnam.

Face aux enjeux qu'ont révélés les manifestations, l'État a renforcé l'encadrement des pratiques religieuses (« ordonnance sur les religions et croyances » de novembre 2004) ainsi que l'aide aux populations minoritaires, tout particulièrement dans les provinces des plateaux.

Ces quelques réponses apportées par les autorités s'inscrivent dans la volonté de renouer les fils d'un consensus construit autour du développement de la caféiculture durant les décennies 1980 et 1990. En effet, les paysanneries, autochtones comme allochtones, se sont entendues avec l'État pour diffuser cette culture qui a permis à la majorité des habitants

d'améliorer leur niveau de vie et de participer à un Vietnam en pleine croissance. L'ancienne zone périphérique est devenue attractive grâce au boom du café robusta. L'essor de la production et l'extension des surfaces ont, depuis la fin des années 1990, porté le pays à la seconde place des exportations mondiales [Fortunel 2000]. Cette activité constitue, depuis, le 4^e poste des exportations nationales et représente plus de la moitié des revenus des plateaux.

Le rôle du café dans la société et dans l'économie locale a été amplifié par certains bouleversements démographiques. De nombreux groupes venus des quatre coins du pays [Hardy 2003], attirés par l'ouverture de ce front pionnier, se sont implantés durablement dans la région, de sorte que les populations autochtones qui vivaient sur ces terres avant même la colonisation (comme les Édé, les Jarai, les Mnông et les Sedang) ont vu leur territoire se transformer. Au fur et à mesure que les caféières se sont étendues, le nombre de groupes ethniques a fortement augmenté : de 7 qu'ils étaient en 1945 ils sont passés à 50 en 1999¹. En 1999, date du dernier recensement, les populations autochtones des plateaux vietnamiens ne représentaient plus que 25 % de la population totale alors qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale elles en représentaient plus de 80 % [Fortunel 2003].

Dans ce nouveau contexte, les revendications d'un retour des terres ancestrales exprimées lors des manifestations sont directement liées aux politiques de redistribution des terres initiées par les réformes économiques du milieu des années 1980.

Afin de saisir les enjeux de ces conflits, cet article abordera les formes d'exclusion des

populations minoritaires auxquelles on a retiré leurs terres lors de la collectivisation (1975-1985) et auxquelles on les a partiellement redistribuées lors de la décollectivisation (au début des années 1990). Comprendre les revendications des minorités nécessite de se pencher sur le parcours foncier des villages autochtones situés au cœur des bassins caféiers des plateaux².

Cette analyse comprendra deux parties.

La première traitera des logiques d'intégration des minorités dans les structures étatiques³, entre 1975 et 1985, puis des logiques qui ont présidé à l'exclusion de ces minorités au début des années 1990. En une quinzaine d'années, la collectivisation puis la décollectivisation des modes de travail, la nationalisation puis la semi-privatisation des terres sont à l'origine de trajectoires foncières particulièrement complexes et déstructurantes.

La seconde partie montrera en quoi, après les réformes des structures de l'État au début des années 1990, le retour à l'économie familiale n'a pas toujours favorisé l'enrichissement des minorités paysannes. Pour les

1. Officiellement, le Vietnam compte 54 groupes ethniques.

2. Les plateaux du Centre-Vietnam, subdivisés en 4 provinces jusqu'en 2003 (du nord au sud : Kontum, Gia Lai, Dak Lak, Lâm Đồng), sont structurés par les zones de production caféière installées autour des chefs-lieux provinciaux.

3. Par « structures étatiques » nous entendons ici les fermes et coopératives agricoles d'État, c'est-à-dire des formes de sovkhozes et kolkhozes mises en place au Sud-Vietnam à partir de 1975. Pour rappel, cette date correspond à la chute de Saïgon, qui ouvre la voie à la réunification vietnamienne.

Les provinces du Centre-Vietnam

minorités peu préparées à affronter la logique d'un marché foncier de plus en plus compétitif, l'autonomie recouvrée s'est souvent traduite par une paupérisation accrue.

De la collectivisation du travail à la dénationalisation des terres

Le système collectiviste, conçu et mis en œuvre dans le Nord-Vietnam en 1950-1960, a été transposé dans les plateaux du Centre-Vietnam après la réunification de 1975. Pendant près de dix ans, les autorités ont, politiquement et économiquement, contrôlé les populations tout en assurant la promotion des activités agricoles traditionnelles comme le café, par le biais des coopératives et des fermes d'État. D'inspiration soviétique, ces modèles, entièrement nouveaux dans la partie méridionale du pays après 1975, ont été appliqués aux plateaux avec d'autant plus de force que les minorités, à l'époque numériquement majoritaires, étaient perçues comme menaçant l'unité nationale. Pour ce qui est du contrôle des minorités, la sédentarisation a joué un rôle important dans la mesure où elle était destinée à renforcer l'autorité étatique à travers la dissémination de structures productives dans lesquelles les populations payannes devaient s'intégrer.

LA FERME D'ÉTAT COMME OUTIL DE CONTRÔLE TERRITORIAL

À l'image de ce qui s'est passé lors de la constitution séculaire du territoire vietnamien (Marche vers le Sud, du XI^e au XVIII^e siècle), l'État investit la région des plateaux (Marche vers l'Ouest) en établissant des postes militaires et agricoles [De Koninck 1996]. Sur

le front pionnier, sécurisant les zones mal contrôlées, les structures d'État sont autant de pôles d'autorité. Cette approche géostratégique est initiée en 1975 avec la diffusion de différentes unités de production d'État dans le milieu rural (nouvelles zones économiques, coopératives, fermes). Au total, plusieurs centaines de structures sont créées au milieu des années 1980. Elles constituent le centre de la vie administrative, sociale et économique de chacune des provinces.

Au cœur de la stratégie économique, le caféier représente alors l'activité agricole rentable et moderne par excellence, laquelle doit rompre avec les « anciennes » méthodes⁴. Le passage d'une agriculture vivrière à une caféiculture à grande échelle est l'expression du changement politique. Alors que les plantations coloniales n'occupaient que quelques centaines d'hectares au milieu des années 1920, les structures d'État, elles, couvrent désormais l'essentiel du territoire, à savoir 80 % de la surface des plateaux. Pendant dix ans, de 1975 à 1985, toutes les activités se sont donc déployées dans le cadre d'un État omnipotent et omniprésent.

Du point de vue des autorités du début des années 1970, la grande plantation doit s'adjoindre les services d'une main-d'œuvre abondante, qu'elle soit autochtone ou allochtone. Aussi les migrants (essentiellement de l'ethnie *kinh*) sont-ils encouragés à venir

4. Les méthodes culturales (essart-brûlis sur jachère forestière) et, plus généralement, celles des groupes minoritaires sont associées, communément, à des représentations « traditionnelles » tendant à dévaloriser l'utilité sociale et économique de ces populations.

s'installer au sein des espaces relevant de la planification. À l'époque, les dirigeants communistes décident de « mobiliser » (du vietnamien *thu hút* : attirer) à l'intérieur de ces structures d'État un grand nombre de villageois et, tout particulièrement, des villageois issus des minorités. Cette politique de mixité ethnique poursuit deux objectifs principaux : démarrer la plantation de caféiers avec toute la main-d'œuvre possible et exercer un contrôle accru sur les minorités afin de s'assurer de leur adhésion aux modèles socio-culturels majoritaires. Selon ces modèles fondés sur la théorie marxiste des nationalités, ces minorités doivent, au contact des majorités, changer de mœurs et adopter de nouvelles pratiques [Hardy et Nguyen 2004].

Dans la province de Dak Lak, un quart de la population minoritaire est « recruté » dans les structures d'État entre 1975 et 1985, ce qui représente 20 % de la population totale de ces structures. En fait, ce « recrutement » s'est fait de manière à ce qu'il n'y ait aucune autre alternative. Les terres des villages ont été interdites aux populations non rattachées aux fermes : de fait, les autochtones implantés sur les espaces planifiés ont dû intégrer le système étatique pour pouvoir continuer à cultiver leurs parcelles.

Avec une politique étatique fondée sur le pouvoir absolu d'une administration omniprésente, le contrôle des territoires des plateaux ne pose pas de problèmes particuliers. Ce n'est qu'au moment où l'État perd de son emprise que les rapports de force à propos du foncier commencent à s'exprimer.

Ainsi, après dix ans de collectivisme, au milieu des années 1980, le Vietnam est amené

à réformer ses structures macroéconomiques. Des évolutions interviennent dans la gestion foncière. La « politique de rénovation », entérinant des pratiques datant de la fin des années 1970, est centrée sur des transformations économiques qui privilégient l'ouverture du pays aux capitaux étrangers, la réduction de l'importance des entreprises d'État et la promotion du secteur privé dans les activités marchandes (notamment l'économie agricole familiale). Deux de ces réformes retiendront particulièrement notre attention : la réduction des terres appartenant aux structures d'État au profit des paysans et la renégociation des rapports entre les fermes et les ouvriers.

LA RÉDUCTION DE L'INFLUENCE ÉTATIQUE

Au début de la décennie 1990, après plusieurs années de réformes, divers auteurs vietnamiens critiquent le fait que les fermes possèdent des surfaces de terre trop étendues par rapport à ce qu'elles sont en mesure d'exploiter⁵. Ironie de l'histoire : ces critiques sont le pendant de celles qui avaient été formulées à l'encontre des paysans, des années plus tôt, pour légitimer la collectivisation. En effet, à l'époque, les fermes étaient censées apporter une organisation et une utilisation des terres supérieures à celles qu'on reconnaissait aux autochtones.

Afin de réduire la part des activités collectives tout en stimulant l'économie paysanne, plusieurs mesures législatives sont prises.

5. Voir Comité des sciences sociales du Vietnam et Comité populaire de la province de Dak Lak. Hanoi, Éditions des sciences sociales, 1990.

Parmi elles, citons les lois foncières qui rendent effectif le fait que les terres reviennent aux familles. La première loi foncière, promulguée en 1989 et remaniée à plusieurs reprises (1993, 2001, 2005), cède aux familles les droits de vente et d'héritage de l'utilisation de la terre, et non la propriété elle-même⁶. La procédure de distribution des certificats d'utilisation du sol avait été amorcée par le décret n° 01/CP de 1995 selon lequel les terres inutilisées des fermes devaient être cédées aux autorités locales : elles étaient alors transférées aux ouvriers, qui pouvaient poursuivre leurs activités agricoles en toute indépendance [Nguy et Phi 1999]. En conséquence, la part détenue par l'État dans les cultures commerciales pérennes chute : de 75 % en 1984 elle passe à 51 % en 1990 pour tomber à 15 % en 1995. Aujourd'hui, à l'échelle nationale, le secteur étatique ne représente plus que 7 % des surfaces agricoles⁷.

À la suite de la dénationalisation des terres dans le cadre des lois foncières, la centaine de fermes agricoles et sylvicoles établies dans les plateaux vietnamiens n'occupent plus que 40 % de la superficie cultivable en 2000 au lieu des 80 % qu'elles occupaient au milieu des années 1980 [Vu, Bui et Vu 2000]. En même temps que se réduisent les surfaces « étatiques », le statut des employés change : entre 1989 et 1993, environ 1,5 million de personnes quittent le secteur d'État pour cause de démission, retraite ou réduction du temps de travail [Fahey 1994].

Parallèlement à la réduction de l'emprise territoriale des structures d'État et à la baisse de leurs effectifs, la gestion de ces coopératives évolue dans le sens d'une formalisation

des rapports entre la plantation et les ouvriers. Ces derniers se retrouvent face à une alternative : soit ils signent un contrat avec la ferme en vue de recevoir une parcelle ; soit ils quittent le secteur étatique avec la charge pour eux de se trouver de nouvelles terres. Dorénavant, aux critères politiques de mixité ethnique se substituent des critères financiers de capacité d'investissement dans les caféières.

Le maintien dans les fermes sous contrat et la possibilité de continuer à bénéficier des infrastructures (irrigation, par exemple) dépend de la disponibilité en capital, laquelle n'est pas équitablement répartie entre les différents groupes de paysans. Dans la province de Dak Lak, la différenciation vient de la façon dont les deux principales ethnies, les Kinh et les Édé, avaient été intégrées dans les fermes d'État au début des années 1980 : chez les migrants *kinh*, seuls les actifs avaient été « sollicités », tant et si bien que les familles avaient dû s'organiser et développer des stratégies de pluriactivité (travail des épouses dans le commerce privé naissant, par exemple) ; à l'inverse, en raison des politiques de sédentarisation mises en œuvre au plus fort du recrutement des minorités, les autochtones *édé* avaient, eux, été « sollicités » dans les entreprises d'État par familles, voire par villages entiers. Par conséquent, et contrairement aux Kinh, les villageois *édé*, employés à plein

6. Cette différence entre propriété de la terre et utilisation de la terre est compensée, aux yeux des paysans, par la durée du droit octroyé : entre 20 et 50 ans.

7. Voir Tông Cuc Thông Kê, « Résultats généraux du recensement agricole et rural de 2001 ». Hanoï, Éditions Thông Kê, 2003.

temps, n'avaient pas eu l'opportunité de diversifier leurs revenus, d'autant que, dans le système étatique, le paiement ne s'effectuait pas sous forme monétaire mais sous la forme de denrées alimentaires ou de bons d'achat valables dans les magasins collectifs [Taillard 1983 ; Tran 1998].

Ces choix discriminants opérés au moment de la collectivisation ont eu des répercussions au moment de la décollectivisation et de la dénationalisation d'une partie des terres : seuls les migrants disposant d'un large réseau social dans le pays et pourvus de capitaux suffisants ont pu reprendre les terres les plus productives, les minorités étant contraintes de laisser aux plus riches des terres qu'elles exploitaient avant la collectivisation.

La sortie du système collectif et l'engrenage des conflits

Entre les paysans ayant les moyens de poursuivre la culture des caféiers hautement productifs dans les fermes et ceux qui ne les ont pas, deux chemins se distinguent au début des années 1990 : d'un côté, celui des cultivateurs toujours intégrés dans le système agro-industriel au sein des fermes reconverties en compagnies agricoles privées ; de l'autre, celui des paysans qui tentent de se faire une place dans l'économie « libre » s'étendant le long des pénétrantes vers les massifs forestiers rapidement convertis en caféières.

Sommées de réduire le champ de leurs activités, les fermes rétrocèdent aux communes une partie de leurs terres conformément à la loi foncière. Ainsi, les terres inutilisées retournent aux paysans via des certificats d'utilisation du sol. Le retrait des fermes

d'État permet aux paysans de démarrer la culture individuelle du café. Cependant ce retour à une certaine liberté s'accompagne de l'obligation de se sédentariser et de se lancer dans une course à la terre qui rejette les plus marginaux aux périphéries.

CAFÉICULTURE ET SÉDENTARISATION DES MINORITÉS

Les migrants trouvent dans le rachat des contrats la possibilité de s'ancrer dans le territoire et d'acquérir des terres déjà cultivées sans s'exposer au risque de l'occupation illégale. Dans le même temps, les familles autochtones qui choisissent de quitter les fermes y voient un moyen d'en finir avec le collectivisme.

Ce dernier choix, en apparence le plus rationnel dans le cadre de l'arrêt des subventions de l'État, se révèle, dans la pratique, moins profitable : le remplacement des ouvriers *édé* par les Kinh a entraîné un transfert des terres productives vers les migrants alors que celles qui revenaient aux familles *édé* étaient, la plupart du temps, à la fois moins étendues et moins fertiles. Par cet échange inégal, un fossé se creuse entre les paysans indépendants et ceux qui étaient sous contrat. Les villages d'autochtones restés au sein des fermes ont connu une certaine prospérité car ils bénéficiaient de la protection de ces dernières⁸, les

8. Les fermes continuent donc à « posséder » l'usage de la terre. À cet avantage que procure ce statut foncier s'ajoute le fait que l'on peut rester sur les mêmes parcelles et profiter ainsi, sur la durée, des fruits de l'investissement dans le caféier.

villages ayant délaissé les caféières collectives étant, eux, directement confrontés au marché foncier.

L'État n'est cependant pas absent de cette transaction. En septembre 1987, le parti communiste adopte un plan économique pour les familles, en particulier celles qui appartiennent aux minorités, et ce en vue de « poursuivre la sédentarisation »⁹. Les familles de minorités sont encouragées à développer des activités individuelles et sont autorisées à posséder, à l'intérieur comme à l'extérieur de leur lieu d'habitation, un jardin qui leur est propre et pour lequel elles reçoivent un certificat d'utilisation du sol.

Compte tenu des prix attractifs du café à l'époque¹⁰, il a été facile à l'État, grâce à la rétrocession des terres et à la promotion des activités familiales, de demander aux villages autochtones sortis du système collectif de planter des caféiers. Les autorités ont pris cette démarche très au sérieux : elles craignaient que les minorités ne repartent vers les montagnes. Cette volonté de poursuivre la sédentarisation sous de nouvelles formes s'est concrétisée par l'imposition du modèle de l'économie familiale individuelle fondé sur la production du café, qui renforçait à leurs yeux l'insertion des minorités dans la société vietnamienne.

LE PARADOXE DE LA CAFÉICULTURE : VENDRE SA TERRE POUR PLANTER DU CAFÉ

Depuis le début des années 2000, avec les sécheresses récurrentes et surtout avec la chute brutale des prix intervenue au moment même des manifestations évoquées précédemment¹¹,

le consensus sur le modèle de développement qui liait les paysanneries et l'État autour de la caféiculture pourvoyeuse de richesse semble être remis en question. Les familles, notamment celles issues des minorités, qui ont investi dans la caféiculture se voient confrontées à l'arrivée croissante de migrants et à la formalisation du foncier. Une fois revenues sur des terres rétrocédées, elles sont obligées d'investir dans des parcelles bien plus étroites que celles qu'elles possédaient avant la collectivisation. Faute de moyens, les villages avaient progressivement vendu aux plus fortunés les terres situées au cœur du bassin caféier [Tan Boon Hwee 2000 ; Fortunel 2003 ; Dang 2005].

Cette conjoncture s'inscrit dans un ensemble de dispositifs liés à la réforme foncière. Les autorités de la province de Dak Lak, par exemple, n'ont délivré de certificats d'utilisation du sol que pour les terres agricoles situées sur la commune de résidence, ce qui a abouti à un cloisonnement du territoire. Ainsi, tous les espaces mis en valeur dans une commune autre que la commune d'habitation ont été réalloués, faisant disparaître des parcelles entières utilisées en dehors des villages et qui permettaient aux paysans d'assurer

9. Voir Comité des sciences sociales du Vietnam et Comité populaire de la province de Dak Lak. Hanoi, Éditions des sciences sociales, 1990.

10. Au milieu des années 1990, le café se négociait dans les plateaux à un prix très avantageux, près de quatre fois le prix moyen habituel, se situant aux alentours de 10 000 dôngs par kilogramme de café vert.

11. En 2001, le prix du café est brutalement tombé à 4 000 dôngs/kg.

leur subsistance. De fait, pour être rentable, l'unique parcelle restante située autour des habitations doit être cultivée en café. Le dilemme est simple : soit conserver de toutes petites parcelles certifiées au cœur du bassin productif ; soit trouver de nouvelles ressources foncières dans les marges boisées, moins sécurisées mais échappant partiellement à la contrainte du café. Entre l'intensif et l'extensif, les choix se sont déclinés suivant les générations, les plus jeunes préférant poursuivre la récolte de « l'or vert » tandis que les plus âgés choisissent de renouer avec la sécurité d'une agriculture plurielle.

Parmi les familles qui ont fait le choix de quitter le système collectif et d'alimenter malgré elles le front pionnier en direction de la périphérie, certaines se réimplantent dans les massifs forestiers afin d'ouvrir de nouveaux espaces. Ces mobilités interprovinciales renforcent les conflits entre, d'une part, les gros investisseurs que sont devenues les compagnies agricoles qui tentent de s'approprier des terres non encore utilisées et, d'autre part, les migrants fraîchement arrivés et les autochtones, qui entrent illégalement dans des réserves forestières pour conquérir quelques hectares rapidement convertis en caféières. Dans ces zones où l'utilisation du sol n'est pas encore formalisée, la pression foncière est d'autant plus forte qu'elle met en jeu la survie de familles entières.

Ces dynamiques rendent la situation dans les plateaux de plus en plus délicate pour les familles autochtones devant reconstituer leur finage : elles doivent s'impliquer dans un marché foncier sous pression, prises qu'elles sont entre la nécessité de rentabiliser les terres

existantes et l'obligation de vendre des espaces conquis sur les zones forestières avant même qu'ils ne soient occupés ou spoliés.

Les foyers ayant opté pour une installation sur les terres restituées par les fermes au cœur du bassin productif connaissent une situation tout aussi préoccupante : ils doivent s'endetter lourdement pour maintenir une récolte abondante sur les petites parcelles allouées et sont souvent obligés de vendre une fraction de leur terrain pour financer l'investissement sur la partie restante (en hypothéquant, par exemple, le certificat d'utilisation du sol).

Dans les zones productives ou à leur périphérie, la course à la terre fait naître des tensions entre les différents acteurs. Selon des données partielles [Vu, Bui et Vu 2000], entre 1990 et 1998, dans les quatre provinces des plateaux, plus de 2 500 conflits ont été enregistrés, ce qui équivaut à 1 dispute foncière par jour. Parmi ces conflits, 75 % opposaient des villages autochtones à des structures d'État et 11 % opposaient des fermes à des unités administratives.

Les récents travaux de chercheurs sur les terres agricoles et forestières des plateaux vietnamiens [Junker 2000 ; Dang 2005 ; Ngoc Thanh et Sikor 2006] soulignent l'importance de ces conflits dans le contexte d'un des plus grands fronts pionniers d'Asie du Sud-Est. Les différenciations dans l'appropriation foncière s'accroissent : entre 1994 et 2001, le nombre des familles agricoles disposant de 1 à 5 hectares a considérablement augmenté en même temps que le nombre des familles « sans terres » ; les recensements agricoles de 1994 et 2001 montrent que le nombre des familles sans terres est passé de 8,5 % à 13,5 %

et que la moyenne des surfaces cultivées s'est accrue (de 0,2-1 ha en 1994 à 0,5-3 ha en 2001).

On comprend dès lors quels sont les ferments des manifestations survenues dans les principales villes des plateaux : le consensus autour de l'adoption de la caféiculture et, au-delà, l'adhésion des minorités au mode de vie de la majorité vietnamienne sont profondément remis en cause. Alors que la télévision et les radios nationales ne cessent de promouvoir les réalisations en faveur des minorités, une partie de ces dernières ne peuvent que déplorer l'état de pauvreté dans lequel elles se trouvent. L'adoption d'une activité agricole en prise avec le marché mondial les a amenées à céder les moyens de leur indépendance et leur a fait perdre leur ancrage territorial. Ce constat d'un accroissement des inégalités vaut pour toute la région des plateaux. Comme l'indiquent les récents rapports sur la pauvreté, et en dépit des fortunes qui ont pu s'établir dans cette zone des plateaux du Centre-Vietnam, cette région est, après les montagnes du Nord, la deuxième région la plus pauvre du pays (52 % de la population en 1998¹²).

Les querelles au sujet de la répartition de la terre dans la région que nous avons étudiée nous invitent à nous interroger sur la place qu'occupent les minorités ethniques dans les logiques de développement et, plus précisément, dans la transition agraire que connaissent les trois anciens pays indochinois qui sont passés de la révolution socialiste à la réforme capitaliste. Les dynamiques observées s'inscrivent plus généralement dans le développement régional du monde agricole, associant simultanément intensification et extension des espaces cultivés [De Koninck 2003]. Cette concomitance de l'amélioration des techniques agricoles et de l'accroissement des surfaces se fait au prix d'une réduction de la diversité ethnolinguistique et de l'appauvrissement des ressources environnementales.

12. Au Vietnam, la pauvreté est définie selon des critères quantitatifs dont le principal correspond à la somme dépensée pour se procurer un total de 2 100 calories par personne et par jour. Le seuil de pauvreté est fixé en 1998 à 80 000 dôngs/mois et par famille dans les zones montagneuses, 100 000 dôngs dans les plaines, 150 000 dôngs dans les zones urbaines. Voir Australia Agency for International Development : « Vietnam poverty analysis ». Working paper, Canberra, 2002.

Bibliographie

- Bourdier, Frédéric** — 2006, *The mountain of precious stones : Ratanakiri, Cambodia. Essays in social anthropology*. Phnom Penh, Center for Khmer Studies.
- Colm, Sara** — 1997, « Land rights : the challenge for Ratanakiri's indigenous minorities », *Watershed* 3 (1) : 29-37. — 2000, « Sacred balance : conserving the ancestral lands of Cambodia's indigenous communities », *Indigenous Affairs* 4 : 30-39.
- Colm, Sara et Dang, Dinh Trung** — 2005, « Café et agriculture de subsistance : complémentarité ou compétition ? Étude de cas d'un village édé au Viêt Nam », in R. De Koninck, F. Durand et F. Fortunel eds., *Agriculture, environnement et sociétés dans les hautes terres du Viêt Nam*. Bangkok, IRASEC/Les Indes savantes : 191-213.
- De Koninck, Rodolphe** — 1996, « The peasantry as the territorial spearhead of the state in Southeast Asia : the case of Vietnam », *Sojourn* 11 (2) : 231-258. — 2003, « Les agricultures du Sud-Est asiatique : interrogations sur l'avenir d'un nouveau modèle de développement », *L'Espace géographique* 4 : 301-310.
- Fahey, Stéphanie** — 1994, « Changing labour relations », in B. Kerkvliet ed., *Dilemmas of development : Vietnam update*. Canberra, Australian National University (« Political and Social Change Monograph » 22) : 45-67.
- Fortunel, Frédéric** — 2000, *Le café au Viêt Nam. De la colonisation à l'essor d'un grand producteur mondial*. Paris, L'Harmattan (« Points sur l'Asie »). — 2003, « L'État, les paysanneries et les cultures commerciales pérennes dans les plateaux du Centre-Vietnam : l'autochtonie en quête de territoire ». Thèse de doctorat. Université Toulouse 2. — 2007, « Le plateau des Boloven et la culture du café : entre division interne et intégration régionale », *L'Espace géographique* 3 : 215-228.
- Hardy, Andrew** — 2003, *Red hills : migrants and the state in the highlands of Vietnam*. Copenhagen/Honolulu, NIAS/Hawaii University Press.
- Hardy, Andrew et Nguyen, Van Chinh** — 2004, « Gérer la "question ethnique" sur les hautes terres : un exercice d'équilibriste », in S. Doyet, B. De Treglodé eds., *Viêt Nam contemporain*. Bangkok, IRASEC/Les Indes savantes : 383-432.
- Junker, Brigitte** — 2000, « Forest, people and policies in the central highlands of Vietnam », *Indigenous Affairs* 4 : 56-65.
- Khamin, Nok** — 2000, « More trouble for the Heuny », *Indigenous Affairs* 4 : 22-29.
- Lang, Chris** — 2007, « Cambodia : indigenous Jarai take out legal case to reclaim their land », *World Rainforest Movement* 116 : 14-15.
- Ngoc, Thanh Tran et Thomas Sikor** — 2006, « From legal to actual powers : devolution and property rights in the central highlands of Vietnam », *Forest Policy and Economics* 8 : 397-408.
- Nguy, Thi Tiên Cu et Phi, Van Ky** — 1999, « Kinh tế hộ gia đình trong cuc nông lâm truong quốc doanh » (L'économie familiale dans les fermes agrosylvicoles d'État), *Kinh tế nông nghiệp* 11 : 10-12.
- Taillard, Christian** — 1983, « Les transformations de quelques politiques agricoles socialistes en Asie entre 1978 et 1982 (Chine, Vietnam, Cambodge et Laos) », *Études rurales* 89-90-91 : 111-143.
- Tan Boon Hwee, Stan** — 2000, « Coffee production and market networks on the pioneer frontier of the central highlands, Vietnam ». Thèse, Université de Singapour.
- Tran, Thi Que** — 1998, *Vietnam's agriculture : the challenges and achievements*. Singapour, ISEAS.
- Vu, Dinh Loi, Bui, Minh Dao et Vu, Thi Hong** — 2000, *So huu va su dung dat dai o cac tinh Tây Nguyên* (La propriété et l'utilisation de la terre dans les provinces du Tây Nguyên). Hanoi, NXB Khoa hoc xa hoi.

Résumé

Frédéric Fortunel, *Trajectoires foncières de minorités ethniques au Vietnam*

Cet article a pour objet de présenter, à travers l'évolution du foncier, les mutations auxquelles sont confrontées les minorités ethniques qui peuplent les espaces de montagne des plateaux du Centre-Vietnam. Ces populations autochtones ont vécu successivement la collectivisation du travail, la nationalisation des terres, puis, depuis une quinzaine d'années, le retour à l'exploitation familiale. Dans un contexte de pression croissante sur les ressources, ces transformations ont pour effet d'accroître les tensions sociales et de paupériser la paysannerie la moins préparée au socialisme de marché. Le développement que permet la caféiculture promue dans cette région est nuancé par la marginalisation de paysans, lesquels vendent, certes, leur production à travers le monde mais ne sont plus en mesure d'assurer leur propre subsistance.

Mots clés

caféiculture, front pionnier, minorités ethniques, plateaux du Centre-Vietnam, réforme foncière

Abstract

Frédéric Fortunel, *Changes in land tenure among ethnic minorities in Vietnam*

How have changes in land tenure affected the ethnic minorities who dwell on the mountainous highlands of central Vietnam? These natives have undergone the collectivization of work, the nationalization of the land and, during the last fifteen years, the return to family farms. Given the mounting pressure on resources, these changes have increased social tensions and pauperized the peasants who were the least prepared for "market socialism". Economic development, thanks to coffee production in this area, has to be balanced with the rising poverty among peasants who are no longer able to make a livelihood even though their coffee is sold around the world.

Keywords

coffee production, pioneer front, ethnic minorities, highlands (central Vietnam), land reform